civilisations & sociétés

FRANÇOIS PONCHAUD

Cambodge année zéro



document

EDITIONS KAILASH

023637262

Cambodge année zéro

8
D1 TON
1999 - 9053

© KAILASH ÉDITIONS 1998

ISBN : 2-84268-031-6
69, rue Saint-Jacques - 75005 Paris - France
169, Lal Bahadur Street, 605 001 - Pondicherry - India

© Photo de couverture : Raj de Condappa

FRANÇOIS PONCHAUD

Cambodge année zéro

EDITIONS KAILASH
Livres sur l'Asie

DL- 20 05 1998 21467

« Le 17 avril 1975, date glorieuse dans l'histoire du Kampuchéa, inaugure une ère plus prestigieuse que celle des temps angkoriens[1]*. »*

Une page de l'histoire du Cambodge est définitivement tournée ; mais la nouvelle page qui s'écrit depuis un an et demi est bien difficile à déchiffrer : depuis sa « libération », le pays s'est entouré d'un mur de silence. Que s'est-il passé et que se passe-t-il actuellement dans ce Cambodge, pays de l'énigmatique sourire ?

J'ai séjourné dix ans au Cambodge, du 8 novembre 1965 au 8 mai 1975. J'ai connu la monarchie du prince Sihanouk pendant cinq ans, puis la première République de Lon Nol pendant cinq autres années. Enfin j'ai vécu dans le Kampuchéa démocratique pendant trois semaines, trop peu certes, pour le connaître vraiment.

Missionnaire au service de la communauté catholique, j'ai d'abord consacré trois années à l'étude de la langue khmère, de la religion bouddhique et des coutumes du pays. Puis j'ai été envoyé en différents postes de campagne et en ville. Au fil des ans, ce pays m'est devenu aussi cher qu'une terre natale.

Dans les dernières années de guerre, j'étais à Phnom Penh, responsable d'un comité de traduction en langue khmère et d'un foyer d'étudiants.

En juillet 1975, trois mois après le changement de régime, un ami cambodgien de Paris m'a fait lire une longue lettre qu'il venait de recevoir : un de ses amis avait franchi récemment la frontière du Cambodge pour se réfugier en Thaïlande ; il traçait de sa patrie une description fort sombre. Je n'en croyais pas mes yeux : avec des accents de sincérité et

BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE NATIONALE

de tristesse contenue qui ne trompent pas, il décrivait des choses terribles : déportations, massacres, travail forcé, etc. Je pensais qu'après les premiers troubles qui suivent toute révolution, le calme serait revenu, que le bon sens paysan des paisibles Khmers aurait assoupli la raideur révolutionnaire. Il semblait au contraire qu'il n'en était rien.

Alors j'ai voulu savoir, j'ai cherché à comprendre. Il fallait éviter deux écueils : tomber dans la suspicion et la critique systématique du nouveau régime, ou céder à l'engouement pour une révolution que beaucoup, comme moi-même, appelaient de leurs vœux. Pour ce faire, je recherchai les documents officiels émanant du gouvernement de Phnom Penh, afin de saisir le sens de la révolution et les objectifs qu'elle se donnait. Les missions diplomatiques du Kampuchéa en poste à Paris en possédaient fort peu. Je me mis donc à l'écoute quotidienne de Radio Phnom Penh, la voix officielle du Kampuchéa.

A leur arrivée en Thaïlande ou au Vietnam, puis pour quelques-uns d'entre eux en France, les réfugiés faisaient le récit de leur vie dans le Kampuchéa démocratique. En plus des multiples entretiens que j'ai eus avec les réfugiés, j'ai recueilli une centaine de relations écrites[2]. Je les ai soigneusement analysées, vérifiées, en les comparant entre elles et les confrontant aux déclarations de Radio Phnom Penh.

Certes, il est difficile de comprendre le sens d'une révolution sans la replacer dans le contexte historique, social et politique qui l'a vu naître. D'autre part, il paraît impossible d'écrire l'histoire d'une révolution lorsque l'on vit à l'extérieur du pays concerné. Quelle description aurait pu faire de la révolution française un observateur installé en Belgique ou de l'autre côté du Rhin ! Les moyens de communication sont cependant différents à notre époque. Les déclarations officielles et les témoignages des réfugiés sont les seules sources auxquelles nous avons présentement accès.

Malgré leur relative insuffisance, elles permettent de percer un peu le mur de silence dont s'entourent les dirigeants du Kampuchéa. L'avenir se chargera de confirmer, de préciser ou d'infirmer certaines affirmations posées aujourd'hui.

Après avoir évoqué mes souvenirs personnels pour décrire la situation de Phnom Penh entre le 17 avril et le 6 mai, date à laquelle j'ai quitté la ville, je ferai appel au témoignage des réfugiés pour tenter de présenter l'état des campagnes à la même époque et durant les mois suivants. Une analyse de « la voix du Kampuchéa démocratique » permettra de cerner de plus près la visée révolutionnaire sur la société, sur l'homme et sur la culture du nouveau Cambodge. Un aperçu du contexte historique et social dans lequel est né le mouvement révolutionnaire khmer apportera quelques lumières sur les événements récents.

Ce livre posera sans doute plus de questions qu'il n'en résoudra. Seule l'Histoire y répondra en donnant aux événements présents leur véritable portée.

Paris, le 23 octobre 1976
François PONCHAUD

« Échange France-Asie. »

Avant-propos de la nouvelle édition

"*Cambodge, année zéro*" a reçu un excellent accueil lors de sa parution en 1977 et fut rapidement épuisé. Après 1977 l'auteur, ne pouvait rééditer ce livre sans modification, de crainte de ne donner des arguments aux "libérateurs" Vietnamiens : marchant aux côté du peuple khmer depuis de longues années, c'eut été trahir le peuple khmer en aidant ses ennemis de toujours.

Les temps ont changé. Depuis les accords de Paris, en 1991, le Cambodge a retrouvé son indépendance bien que sa stabilité politique reste très fragile et malmenée. Les dirigeants historiques du mouvement khmer rouge vivent encore dans les forêts cambodgiennes. Les dirigeants actuels du pays sont d'anciens cadres subalternes de leur régime leurs méthodes de gouvernement s'inspirent parfois de celle du régime précédent auquel ils vouent une haine de frères séparés.

"*Cambodge, année zéro*" aide donc à mieux comprendre le déroulement de la vie politique cambodgienne contemporaine. L'essai d'explication du phénomène khmer rouge par la culture khmère, offre un angle de lecture de l'inexplicable, la culture étant le ressort souvent le plus caché et le plus méconnu dans l'action des individus et des groupes.)

"*Cambodge, année zéro*" reste surtout le témoin d'une révolution menée jusqu'à l'extrême de sa logique interne, comme dans une expérience de laboratoire. Sa description du système idéologique du système khmer rouge a été pratiquement la seule, et n'a pas pris une ride jusqu'à ce jour. C'est à ce *titre* qu'il convenait de rééditer cet ouvrage. "Révolution radicale, plus radicale et destinée à mener plus loin que celle de la Chine et de l'URSS", telle était le jugement d'un diplomate suédois, au terme d'un court séjour au Kampuchéa, en mars 1976. C'est à ce titre de témoin qu'une réédition s'imposait.

François PONCHAUD 1998.

Chapitre I

« LE GLORIEUX 17 AVRIL »

La nuit avait été terrible. A intervalles réguliers, le sifflement lugubre des roquettes de 107 mm et des obus de 105 déchirait le silence et la moiteur de cette nuit de fin de saison sèche. Environ cinq cents projectiles avaient sifflé au-dessus de nos têtes pour éclater avec fracas, au hasard, dans Phnom Penh surpeuplée. Toute la nuit, mes collègues et moi-même avions veillé avec l'équipe de la Croix-Rouge internationale pour servir d'interprètes aux habitants de la ville qui désiraient s'abriter dans la « zone refuge » installée en hâte dans l'hôtel *Le Phnom,* le grand hôtel réservé aux hôtes étrangers.

Depuis la veille, plusieurs dizaines de milliers d'habitants des faubourgs nord de la ville avaient afflué vers le centre de la capitale, emportant avec eux un maigre balluchon où ils avaient serré leurs menus trésors ; le visage tiré, les yeux effrayés : « Ils sont au kilomètre 6 ! », « Ils sont au kilomètre 4 ». « Ils », c'étaient les « Khmers Rouges », dont la renommée précédait les troupes.

Le 1er janvier 1975, à 1 heure précise du matin, « ils » avaient déclenché l'offensive générale pour la prise de Phnom Penh : tous les canons révolutionnaires du nord, de l'est, de l'ouest et du sud s'étaient mis à tonner à la même seconde, alors que les généraux républicains célébraient le nouvel an occidental par un réveillon bien arrosé. Depuis lors, l'étau s'était chaque jour resserré davantage : « Ils » avaient pris pied sur la rive du Mékong opposée à Phnom Penh, et tous les efforts de l'aviation et de l'artillerie gouvernementale avaient été vains. Depuis le mois de février, « ils » avaient occupé les berges du Mékong, en aval de Phnom Penh, coupant ainsi le cordon ombilical qui ravitaillait la ville

en vivres et munitions. Les Américains avaient alors affrété des avions DC 8 et C 130 qui, au nombre d'une quarantaine par jour, apportaient, avec beaucoup de risques, le riz nécessaire à la population de la ville assiégée et les armes à ses défenseurs.

De partout, des rumeurs circulaient : « Ils sont très cruels ! », « Ils tuent les militaires qui tombent entre leurs mains ainsi que leurs familles », « Ils emmènent les gens dans la forêt ». Bien sûr, nous n'ajoutions guère crédit à ces bruits qui nous paraissaient inspirés par la propagande gouvernementale. Les Khmers restent Khmers, pensions-nous, ils ne peuvent traiter ainsi leurs compatriotes ! La victoire est désormais à leur portée, quel avantage psychologique auraient-ils à procéder ainsi ? J'avais pourtant rencontré une femme d'Arey Ksach, sur la rive du Mékong opposée à Phnom-Penh : à l'approche des Khmers Rouges, elle était montée sur un arbre, et avait préféré se faire dévorer les jambes par les fourmis rouges géantes plutôt que de descendre, tant elle avait été effrayée de ce qu'elle avait vu se passer sous son arbre : des enfants écartelés, d'autres empalés... N'exagérait-elle pas ? Peut-être, mais on ne se fait tout de même pas dévorer par des fourmis voraces pour une illusion !

Le 13 avril avait ramené les fêtes traditionnelles du Nouvel An khmer. Quittant l'année du « Tigre », on entrait dans celle du « Lièvre » et chacun augurait le destin de cette nouvelle année. Nombre de gens pressentaient que la fin d'une époque était toute proche, mais refusaient délibérément de s'en préoccuper. C'était le cas des étudiants, dont je dirigeais le foyer : ils avaient organisé la fête, avec jeux traditionnels et danses khmères, et c'était moi, l'Européen, qui trouvais ces préparatifs déplacés en de telles circonstances ! Le gouvernement avait décrété l'état d'urgence, interdit toutes les réjouissances et rendu obligatoire l'ouverture des bureaux, le jour du Nouvel An. Mais, pouvait-on aller à l'encontre des

traditions ! Même mon secrétaire me disait en privé : « Le gouvernement est aussi mauvais que les Khmers Rouges, il ne respecte pas nos traditions religieuses ! »

Le lundi 14 avril, vers 9 heures, ce fut le signal de la fin : un avion de l'armée gouvernementale lança deux bombes sur l'état-major de Phnom Penh, quelques minutes seulement après le départ des dirigeants qui s'y étaient réunis en conférence extraordinaire. Ces explosions inattendues arrêtèrent immédiatement toutes les festivités clandestines. Un couvre-feu de vingt-quatre heures sur vingt-quatre fut proclamé, mesure d'ailleurs impossible à observer puisque des groupes de réfugiés auxquels se mêlaient de très nombreux déserteurs de l'armée républicaine en déroute, affluaient de toutes parts, gênant ainsi l'acheminement des renforts vers le front. Ce qui restait de l'armée essayait de fixer ces réfugiés dans les faubourgs de la ville, mais en vain. Vers 10 heures, nous apprenions que les révolutionnaires avaient coupé la route reliant Phnom Penh à son aéroport, pourtant distant d'une douzaine de kilomètres seulement. Les roquettes recommençaient à pleuvoir sur la ville, semant la panique et l'angoisse.

Le mardi 15 avril, l'étau se resserrait encore. De gigantesques incendies embrasaient les faubourgs de la capitale, les stocks de carburant au nord, une usine de sandales au nord-ouest. Le mercredi 16 au matin, nouveau couvre-feu, de quarante- huit heures cette fois ; chacun comprenait l'extrême gravité de la situation : au nord, « ils » étaient au kilomètre 6, au sud, « ils » avaient franchi le pont Monivong, à l'ouest, « ils » étaient à l'entrée de la ville, à la hauteur de l'hôpital des bonzes. Vers 18 heures, on apprenait que les soldats gouvernementaux avaient abandonné le front nord et que les blindés se repliaient en position près de l'ambassade de France. Des incendies d'usines faisaient rougeoyer le ciel vers le sud, des dépôts de munitions explosaient à l'ouest.

La délégation de la Croix-Rouge internationale avait décidé d'établir une zone refuge à l'hôtel *le Phnom* dans l'intention d'épargner la vie des civils. Le gouvernement de Phnom Penh s'y était longtemps opposé, puis avait donné son accord dans l'après-midi du 16 avril. De Pékin, le prince Sihanouk avait opposé une fin de non-recevoir à cette proposition. Malgré ce refus, la Croix-Rouge avait tenté de faire quelque chose, consciente de la précarité de l'asile qu'elle promettait.

Au petit jour de ce 17 avril, le personnel de la Croix-Rouge, submergé par le flot des réfugiés, ne pouvait plus recevoir personne. Soudain, vers 7 h 30, le flot se tarit et fit place à un silence angoissant. Les blindés en batterie près de l'ambassade de France firent mouvement vers le centre de la capitale pour se mettre en épi devant la cathédrale et le Lycée Descartes, les canons dirigés vers le nord. De l'évêché situé en face de l'hôtel *le Phnom,* mes amis et moi-même observions un attroupement qui s'était formé près de l'ambassade de France : ne serait-ce- pas les Khmers Rouges demandant les bons offices de la France pour négocier la reddition de l'armée gouvernementale ?

Quelques instants plus tard, un groupe d'hommes en noir se détacha. Des jeunes gens chevelus entouraient un homme mystérieux, la face bien ronde, sans armes, vêtu d'un polo noir. Nous supposions tous que c'était un émissaire khmer rouge venu pour négocier la reddition des troupes gouvernementales. Les habitants des maisons bordant le boulevard Monivong (Prachéathipatei) où s'avançait le petit cortège se hasardaient sur le trottoir, puis, soulagés de voir le vainqueur entrer sans effusion de sang, acclamaient timidement.

Lorsque l'homme en noir arriva près de l'hôtel *le Phnom,* une partie des blindés en position à une cinquantaine de mètres fit mouvement plus à l'intérieur de la ville avec la volonté de combattre encore, tandis que les autres hissaient

le drapeau blanc ; leurs équipages descendaient des véhicules, couraient à la rencontre des vainqueurs, les applaudissaient, les embrassaient. L'homme mystérieux, acclamé par une foule clairsemée, monta sur l'un des chars et prit la direction du centre de la ville où un feu nourri de mitrailleuses tenta de l'arrêter. Courageux, l'homme descendit du char, et partit seul, sans armes au-devant des combattants qu'il désarma par ses bonnes paroles. Ce fut alors la liesse générale : enfin, la guerre était finie, tout le monde s'embrassait de joie ! Pour nous, spectateurs étrangers, c'était l'étonnement le plus complet : ainsi se terminait une guerre cruelle, fratricide, de cinq années durant lesquelles on n'avait fait de quartier ni d'un côté ni de l'autre ? Étaient- ce donc là ces terribles soldats révolutionnaires, si bien en chair et si peu nombreux ? Notre étonnement ne faisait que croître en voyant arriver deux jeeps, des officiers sans doute, arborant un drapeau à la croix potencée sur fond rouge et bleu. Étrange drapeau pour des Khmers Rouges !

Peu après, de petites équipes de jeunes Khmers, âgés d'une quinzaine d'années à peine, tout de noir vêtus, coiffés de la casquette chinoise noire, chaussés de sandales « Hô Chi Minh[3] » bardés de grenades chinoises, de B 40 (charges creuses antichar), d'AK 47, le fameux fusil d'assaut chinois, la poitrine couverte d'étranges chargeurs, entraient en silence dans la ville, surgissant de tous côtés. Ils semblaient au bord de l'épuisement, perdus, totalement étrangers à la liesse populaire. Ils étaient les seuls à ne pas se réjouir... Étrange différence avec le groupe précédent !

Qui donc composait ce premier groupe ? On apprit par la suite que l'homme au polo noir se nommait Hem Keth Dara et était le fils d'un général républicain, ancien ministre de l'Intérieur. Environ deux cents hommes, pour la plupart des étudiants, l'accompagnaient ; ils étaient à la solde du général Lon Non, frère du maréchal Lon Nol ex-président de la Répu-

blique khmère, et voulaient en quelque sorte ravir la victoire aux Khmers Rouges en désarmant, avant eux, les soldats gouvernementaux, et en établissant un nouveau gouvernement à la place de celui de Mr Long Boret, alors Premier ministre.

Ils se présentaient comme le « Monatio » ou « mouvement national », que les Khmers Rouges eux-mêmes n'identifièrent pas immédiatement.

Vers 9 h 30, Mr Keth Dara arriva au ministère de l'Information où il se présenta comme « commandant général des Khmers Rouges ». Les lieux étaient presque déserts. La radio, silencieuse depuis la veille, se mit à diffuser un peu de musique militaire, puis ordonna à tous les employés du ministère de l'Information de regagner immédiatement leur poste. Vers 10 h, Samdech Huot That, patriarche de la communauté bouddhique, fut prié de lancer un appel au calme : « La guerre est finie, nous sommes entre frères ! Restez tranquillement dans vos maisons ! » Quelques instants plus tard, le général Mey Si Chân, chef du 3e bureau de l'état-major général des Forces armées nationales khmères, donna ordre aux officiers, sous-officiers, hommes de troupes des trois armes de cesser le combat car une « négociation était en cours ». La guerre était finie !

Le soulagement, presque physique, devint liesse générale. Fini le danger des roquettes ! Finies les tueries aveugles ! Finie la conscription obligatoire ! Fini ce régime pourri et détesté qui ne versait même pas les salaires des militaires ! Finies les restrictions alimentaires occasionnées par le blocus de la ville ! Enfin les paysans pourraient retourner cultiver leur rizière. Dès 10 heures, les milliers de réfugiés des jours précédents s'en retournaient joyeux vers les maisons qu'ils avaient abandonnées par peur des combats. Les camions militaires passaient à vive allure arborant le drapeau blanc, à grand renfort d'avertisseurs. Les soldats gouvernementaux

qu'ils transportaient étaient acclamés comme si c'étaient eux les vainqueurs ! Plusieurs journalistes et certains membres de la Croix Rouge grimpés sur un M 113 (transport de troupe blindé) se faisaient acclamer par la foule en compagnie des Khmers Rouges. A croire qu'eux aussi étaient les vainqueurs !

Pendant cette explosion de joie, cette « kermesse populaire » que le prince Sihanouk avait prédite, les petits hommes noirs continuaient à entrer silencieusement dans la ville.

Par petites équipes, ils prenaient le contrôle des carrefours, s'emparaient des blindés et autres véhicules militaires, ramassaient les armes et obligeaient les soldats gouvernementaux de tous grades à quitter leurs uniformes. Très vite, l'ambiance de kermesse fit place à l'étonnement puis à la consternation et à l'angoisse : les petits hommes en noir contrôlaient désormais la circulation d'une façon implacable, toutes les voitures étaient fouillées avec minutie. Les chauffeurs mécontents de cette fouille inhabituelle comprenaient vite leur méprise, et levaient les mains en l'air en tremblant. J'eus la sensation presque physique qu'une chape de plomb était subitement tombée sur la ville.

Vers 13 heures, je reçois un coup de téléphone du foyer d'étudiants : « Pouvons-nous accueillir les malades et les blessés de l'hôpital Préah Ket Méaléa, car ils ont reçu l'ordre d'évacuer les lieux. » L'hôpital Préah Ket Méaléa était le plus grand hôpital civil de la ville, mais il hébergeait bon nombre de militaires blessés. « A vous de juger, faites pour le mieux. » Quelques instants plus tard, ce fut un spectacle hallucinant : des milliers de blessés, de malades quittaient la ville ; les plus valides se traînant lamentablement, d'autres soutenus par des amis, d'autres encore sous perfusion, gisant sur leur lit poussé par les membres de leur famille. Je n'oublierai jamais ce mutilé, n'ayant plus ni mains ni pieds, se traînant comme

un ver de terre qu'on aurait coupé en deux ; ce père de famille en larmes portant sa fille d'une dizaine d'années, enveloppée d'un drap qu'il portait en écharpe autour du cou ; ce blessé dont le pied flottait au bout d'une jambe à laquelle il n'était relié que par la peau : « Puis-je passer la soirée et la nuit ici, avec vous ? » demanda-t-il. « Non, vous savez bien que ce n'est pas possible, partez donc au plus vite ! » Refuser le gîte à des malades ou des blessés donne le sentiment d'avoir perdu toute dignité humaine... Ils sont partis ainsi, eux, les premiers, au nombre d'environ vingt mille.

Après les malades et les blessés, nous avons vu la population Phnom-Penhoise quitter la ville. Déjà, depuis le matin, les petits hommes en noir s'étaient présentés dans les maisons du quartier : « Il faut partir vite ! Les Américains vont bombarder la ville ! Partez à une vingtaine de kilomètres ; n'emportez pas grand-chose. Pas la peine de fermer à clef, nous veillerons sur tout jusqu'à votre retour, vous reviendrez dans deux ou trois jours, quand nous aurons nettoyé la ville ! » Ainsi, les Phnom Penhois, munis de quelques vêtements, d'un peu de riz, prirent la direction de la campagne. On ne peut pas dire qu'il y ait eu beaucoup de brutalités dans ces premiers départs : quelques coups de feu en l'air suffisaient à décider les hésitants. Traumatisés par les bombardements de la nuit, soulagés par une fin de guerre si peu sanglante, les gens étaient prêts à tout pour se concilier la bienveillance des vainqueurs.

Durant tout l'après-midi, de l'évêché où une dizaine de prêtres s'étaient regroupés, nous avons donc assisté à ce pitoyable exode. Les gens pauvres n'emportaient qu'un maigre balluchon. Une mère, un fardeau sur la tête, un nourrisson dans les bras, traînait un ou deux bambins en pleurs ; les membres d'une famille se relayaient pour porter le vieux grand-père, la grand-mère impotente. D'autres, plus aisés, avaient bourré leur voiture de vivres, d'objets précieux ;

ayant eu l'interdiction de mettre le moteur en marche, ils poussaient leur véhicule hors de la ville. Vers 17 heures, plusieurs étudiants du foyer, mon secrétaire, sa femme, ses trois jeunes enfants, plusieurs autres amis eurent la délicate attention de venir faire leurs adieux, adieux sans parole.

Les gens qui demeuraient au nord de la ville étaient contraints de partir vers le nord, ceux du sud prenaient obligatoirement la direction du sud, et ceux qui demeuraient à l'ouest marchaient vers l'ouest ; un seul objectif : quitter la ville pour la campagne par le plus court chemin.

Nous hébergions depuis plusieurs mois une famille de pauvres gens qui avaient fui les combats. Le père, qui s'était enrôlé dans l'armée pour assurer le riz indispensable à sa famille, se trouvait sur quelque champ de bataille, on ne savait où. Depuis la veille, la mère était à la maternité où elle venait de donner naissance à une petite fille. Sok, le garçon, âgé de douze ans, était resté pour garder ses deux jeunes frères. Quand tomba l'ordre d'évacuation, Sok aurait voulu rejoindre sa mère et sa petite sœur, mais impossible, car la clinique était au sud, et le garçon se trouvait dans la partie nord de la ville. Nous lui avons donné un vélo, des vivres, et il est parti, en larmes, vers le nord avec ses deux jeunes frères. De telles scènes demeurent inoubliables.

Vers 16 heures, une voiture radio passa le long du boulevard Monivong (Prachéathipatei) et lança un ordre d'évacuation générale. « Les gens réfugiés à l'hôtel *le Phnom,* ainsi que le personnel étranger, devront avoir quitté les lieux avant 17 heures. » Pour le millier de réfugiés et le personnel de la Croix-Rouge, ce fut l'affolement : où partir ? Les étrangers songèrent à l'ambassade de France, les Khmers, eux, suppliaient : « Ne nous abandonnez pas ! » Et tous, de partir dans un désordre indescriptible, abandonnant matériel et médicaments. Les étrangers furent acceptés à l'ambassade de

France, beaucoup de Khmers y entrèrent en cachette, en escaladant la clôture.

Durant tout l'après-midi, diverses équipes de Khmers Rouges passèrent à l'évêché : certains étaient affables, d'autres, au contraire, hargneux et agressifs : « Pourquoi n'êtes vous pas encore partis ? – Mais, nous sommes Français ! – Qu'importe, les Américains vont bombarder la ville. Dépêchez-vous ! » Nous n'en fîmes rien et personne ne nous força à quitter les lieux, ce qui nous permit d'observer dans le détail les mouvements de la ville.

Les jeunes révolutionnaires, découvrant un monde qu'ils ignoraient, manifestaient un goût prononcé pour le clinquant. Ils affectionnaient tout particulièrement un gadget : le stylo à bille à déclic. L'un d'eux me demanda un de ces stylos, mais je n'avais qu'un bic ordinaire non sophistiqué : furieux, je le vis me menacer avec son arme, et je dus utiliser toutes mes connaissances de la langue khmère pour lui expliquer que, vraiment, je n'en avais pas. D'autres se promenaient avec plusieurs montres au bras, un autre me montra une trousse de chirurgie nickelée, toute brillante ! Il ne se passait pas une heure sans qu'un soldat ne vienne nous « emprunter », qui, une mobylette, qui, une bicyclette. Tout ce qui était en ville n'était-il pas considéré par eux comme « butin de guerre » ?

Ce qui m'a le plus frappé fut l'arrivée d'une compagnie de combattants révolutionnaires qui, vers 18 heures, fit son entrée dans Phnom Penh. Les hommes en noir arrivaient en file indienne, dans un alignement impeccable, la démarche feutrée, le visage terne, sans une parole, dans un silence de mort. Seul, le dernier homme était vivant : la tête haute, le regard vif, le bras dressé vers le haut, pointant un pistolet vers le ciel, le doigt sur la détente : c'était lui le cerveau, les autres n'étaient que des exécutants disciplinés.

Nombreux étaient les groupes de « Néary », ou jeunes filles

combattantes : oubliant leur féminité, plus résolues encore que leurs camarades masculins, tout leur être exprimait une froide détermination.

Vers 19 heures, une section de Khmers Rouges entra dans notre jardin et s'installa dans une dépendance de la maison. D'abord, ils regardaient d'un air sévère les affreux étrangers que nous étions. Peu à peu, par quelques phrases en khmer, nous avons pu faire connaissance : c'étaient de braves garçons de la province de Kompong Thom et de Siemréap. Ils faisaient partie des milices populaires et avaient été envoyés en renfort pour la prise de Phnom Penh. « Connaissez-vous la mère d'Hélène[4] ? me demanda le chef. – Mais bien sûr, son mari est un de mes amis, il habite à deux pas. – Et moi, je suis le frère de la mère d'Hélène. Demain, j'irai la saluer ! » Le lendemain, c'était trop tard, la mère d'Hélène était partie sur la route, comme tout le monde... Toute la nuit, nous avons parlé avec ces soldats. Visiblement, l'idéologie n'avait pas encore modifié leurs réactions qui étaient toujours celles des paysans que nous avions connus ; sans haine, ils ne savaient pas exactement pourquoi ils se battaient, eux non plus. On leur avait promis une ère de bonheur, elle allait commencer désormais après la prise de Phnom Penh... Pendant les longues heures de la nuit, l'envie leur prit d'apprendre à conduire les voitures laissées à l'abandon. N'était-ce pas un jeu exaltant ! Mais plusieurs voitures refusèrent d'aller plus loin que les arbres qui bordaient le boulevard, car les maquisards n'étaient guère familiers de la conduite automobile. Pendant la journée, déjà, nous avions eu maintes fois l'occasion d'entendre les camions de l'armée vaincue rugir aux mains de leurs nouveaux conducteurs qui poussaient les gaz à fond, tout en restant en première, ou passaient les vitesses sans débrayer.

Le 18 avril, vers 7 heures, le chef de la section qui logeait à l'évêché me demanda de conduire son groupe à la gare où

il devait prendre une relève. « Avec plaisir ! » Je n'espérais pas une telle aubaine... pour aller me rendre compte de la situation en ville. Ma vieille « Ami 6 » chargée au maximum, je passai fièrement devant la gare distante d'une centaine de mètres seulement et continuai ma route par le boulevard Monivong (Prachéathipatei), la rue Sokun Mean Bon, le boulevard Norodom (9 octobre) pour aboutir au monument de l'Indépendance, le Palais Royal... Tout au long du chemin, je faisais découvrir la ville à mes voyageurs : « Là, se trouve le marché, là se trouve la maison de Long Boret (Premier ministre), là le monument de l'Indépendance. – Où se trouve la maison de la reine ? » Étonné de cette question, je leur montrai la résidence royale, située près du monument de l'Indépendance. Ils n'en croyaient pas leurs yeux en découvrant de telles merveilles. Ma vision, elle, était tout autre. Depuis une demi-heure que je circulais dans la ville, je ne voyais que des spectacles de désolation : des voitures abandonnées, des détritus partout, et surtout une ville morte. De temps à autre, passaient encore de petits groupes de citadins avec leur balluchon sur l'épaule. Des Khmers Rouges, peu nombreux, s'acharnaient à faire sauter les grilles des boutiques des commerçants chinois et jetaient télévisions, boîtes de conserve, réfrigérateurs, pèle-mêle au milieu de la chaussée. Arrivé devant le Palais Royal, je comptais suivre les quais du Tonlé Sap pour aller jeter un coup d'œil sur le port. « Stop, des soldats ! » La voix du chef de section assis près de moi exprimait une terreur soudaine : devant nous, en effet, quelques soldats gouvernementaux résistaient encore, tirant leurs dernières cartouches... Un peu plus loin, devant le ministère de l'information, les Khmers Rouges étaient en train de réduire un autre nid de résistance. A cet endroit, mes passagers descendirent, vertement tancés de s'être faits si longuement attendre... C'était ma faute plus que la leur.

Après cette escapade en ville, plusieurs patrouilles passè-

rent à l'évêché, nous conseillant de partir au plus tôt. Le gouvernement français ayant reconnu le Grunk[5] depuis peu, nous pensions bénéficier d'un régime de faveur et attendions tranquillement la suite des événements. Vers 10 heures, une patrouille plus agressive que les autres ne nous laissa plus le choix : c'était partir ou connaître l'odeur de la poudre. Nous nous sommes donc rendus à l'ambassade de France, toute proche.

L'ambassade de France occupait un vaste carré de plus de cent mètres de côté avec trois corps de bâtiments à un étage : près de la porte d'entrée, le consulat abritait le personnel de l'ambassade ; au centre, dans la salle des fêtes, s'étaient réfugiés planteurs et anciens coloniaux ; un peu plus loin, dans la résidence de l'ambassadeur, avaient pris place le personnel de l'O.N.U., de la Croix-Rouge, de l'hôpital Calmette et les journalistes de divers pays. Dans le vaste parc, environ un millier de Khmers, de Chinois, de Vietnamiens avaient cherché asile. Ne trouvant plus de place à l'intérieur des bâtiments, notre groupe s'installa sous quelques touffes de bambous.

L'ambiance n'était pas particulièrement à la fête : combien de temps allions-nous rester ici, une semaine, un mois, un an ? Les propos les plus optimistes faisaient rapidement place aux plus pessimistes. Dès l'après-midi du vendredi 18 avril, plusieurs Khmers commençaient à se demander s'ils avaient fait un choix judicieux en cherchant refuge à l'ambassade de France. M. Jean Dyrac vice-consul de France, seul représentant du gouvernement français, avait demandé plusieurs fois à rencontrer une autorité du nouveau régime, mais en vain. « Des chefs, nous n'en avons pas », lui répondait-on. Plusieurs groupes de révolutionnaires arrivant en ville voulurent forcer le portail de l'ambassade pour chercher les affreux Américains qui s'y cachaient. Il fallut user de toute notre persuasion pour leur faire comprendre qu'une ambassade jouit de l'extra-territorialité.

Le samedi 19, au matin, trois personnages, haut placés dans la hiérarchie du nouveau régime, se présentèrent enfin à la grille de l'ambassade : « Nous désirons parler au représentant de la France. » A peine introduits auprès du vice-consul, ils posèrent leurs conditions préalables à toute discussion : « Que les traîtres sortent de l'ambassade, nous pourrons envisager ensuite le sort des étrangers. » Les « traîtres », c'étaient quelques personnalités qui avaient demandé asile politique à l'ambassade de France : Mr Ung Bun Hor, président de l'Assemblée nationale, Mr Luong Nal, ministre de la Santé, la princesse Mâm Monivann, femme laotienne du prince Sihanouk, le prince Sirik Matak, cousin du prince Sihanouk, l'un des principaux instigateurs du coup d'État du 18 mars 1970, et tête pensante du régime républicain, compté parmi les « sept traîtres » condamnés à mort par les Khmers Rouges. « Mais ils ont demandé asile politique à la France : L'ambassade de France est un refuge inviolable ! répondit le vice-consul angoissé. – Nous sommes maîtres de notre pays, cette terre est la nôtre. Pendant une guerre révolutionnaire, il n'y a pas d'extra-territorialité ni de privilèges. A vous de décider : si les traîtres ne sortent pas, nous irons les chercher, et alors nous ne répondrons de rien ! » La réponse était claire. Le vice-consul ne put que se plier aux exigences des vainqueurs afin de sauver la vie des ressortissants français et étrangers.

La nouvelle fut communiquée aux « traîtres ». Le prince Sirik Matak l'attendait avec calme. Très digne, il remercia la France de son hospitalité, serra les mains des officiels français et sortit avec ses compagnons d'infortune pour se rendre aux Khmers Rouges qui les attendaient avec une jeep et un GMC. Il était aux environs de 9 heures. « Ma seule erreur a été d'avoir cru aux Américains », avait-il écrit quelques jours auparavant dans une lettre ouverte adressée au président Ford. Il venait peut-être de commettre une autre erreur, celle

de se réfugier à l'ambassade de France. M. Dyrac, vice-consul de France, avait accompagné ses hôtes jusqu'au portail. Là, il ne put retenir son émotion : la tête appuyée sur le pilier du portail, il pleurait à chaudes larmes, répétant sans cesse : « Nous ne sommes plus des hommes ! »

Il en avait déjà vu beaucoup dans sa vie ce vice-consul : il avait participé aux combats des Brigades internationales luttant en Espagne contre Franco, puis il avait milité dans la Résistance contre les Allemands qui l'avaient fait prisonnier et torturé ; il avait ensuite combattu dans le corps expéditionnaire d'Indochine, au Laos et au Cambodge où il avait connu sa femme, une Laotienne. Sa carrière militaire achevée, il servait dans l'administration et avait été nommé consul de France à Phnom Penh depuis un an.

Curieuse ambassade que celle de Phnom Penh ! Hésitant sur la politique à suivre, le gouvernement français avait rappelé son ambassadeur pour consultation dès 1970. Puis, à la suite d'une faute diplomatique du gouvernement de la République khmère, qui avait changé son ambassadeur à Paris, sans en avertir préalablement le gouvernement français, le poste était resté vacant. Un « chargé d'affaires », puis un « chargé d'affaires par intérim » expédiait les affaires courantes. Le chargé d'affaires par intérim était à son tour rentré en France en mars 1975, laissant la responsabilité de l'ambassade au consul qui devint vice-consul. La France reconnaissait le gouvernement révolutionnaire une semaine à peine avant la prise de Phnom Penh, pensant se concilier ainsi les faveurs du nouveau régime. Et voilà monsieur le vice-consul responsable de tout, dans une situation dramatique. Au matin du 17 avril, dans un élan de générosité chevaleresque, il avait ouvert la porte de l'ambassade à tous ceux qui voulaient entrer. Ayant reçu des ordres de Paris, ou se rendant compte lui-même de la précarité de la situation, il se vit contraint d'interdire ensuite l'entrée de l'ambassade

à toute personne d'origine cambodgienne. Un vieil homme, au port très noble, demanda asile : le gendarme de service lui répondit par un refus. Très digne, le vieillard n'insista pas et continua son chemin... C'était le prince Monireth, compagnon d'armes de Jean Dyrac, que la France avait écarté du trône royal en 1941 pour y faire monter son neveu, le jeune Norodom Sihanouk !...

L'après-midi du samedi 19 avril amena une petite diversion : quatre hommes et trois femmes blondes étaient introduits à l'ambassade, les mains liées derrière le dos, le canon des soldats khmers rouges les surveillant de près : c'étaient les diplomates d'Union soviétique et de l'Allemagne de l'Est. Les Soviétiques avaient affiché en grosses lettres sur les portes de leur ambassade proche de l'ambassade de France des écriteaux en français, ainsi libellés : « Nous sommes communistes, nous sommes vos frères. Présentez-vous avec un interprète parlant français. » Les jeunes Khmers Rouges avaient lu les panneaux, sans doute sans les comprendre, puis suprême ironie du sort, avaient ouvert les portes à coup de B 40 soviétiques ! Entrés à l'intérieur, ils avaient cherché les diplomates, les avaient amenés devant leur réfrigérateur d'où ils avaient pris des œufs pour les casser devant eux. Les Soviétiques ne comprenaient pas le sens de ce geste, qui les accusait implicitement de révisionnisme : un vrai communiste, à la khmère, ne mange pas les œufs, il les fait couver afin de pouvoir manger le poulet qui en naîtra... dans un repas communautaire.

Durant leur séjour forcé à l'ambassade de France, et tout au long du voyage qui marquera la fin de notre séjour au Cambodge, les diplomates soviétiques seront de piètres représentants de l'idéal égalitaire et fraternel dont ils se réclament : demeurant toujours entre eux, sans se mêler à leurs compagnons d'infortune, ils iront jusqu'à refuser de partager leurs réserves de nourriture.

Les cheveux grisonnants de la cinquantaine, le visage buriné de rides profondes, le diplomate de l'Allemagne de l'Est ne retenait pas son dépit. N'avait-il pas pris le dernier avion de ligne se rendant à Phnom Penh, le samedi 12 avril pour assister à la victoire de ses frères révolutionnaires. « Mon père communiste, communiste moi-même ; ancien officier de la Wermacht, prisonnier une fois des Français, de nouveau prisonnier avec les Français ! Ils le payeront ! »

Deux couples de professeurs français arrivèrent quelques jours plus tard. L'un des hommes, barbu, professeur de chimie, inscrit au PCF, croyait militer activement pour la révolution ; l'autre, professeur de mathématiques, parlait assez bien la langue khmère et avait revêtu pour la circonstance l'uniforme des Khmers Rouges. Ils n'eurent pas droit à plus d'égards que les autres étrangers, car on ne joue pas les révolutionnaires avec les gens qui font effectivement la révolution : conduits *manu militari* à l'ambassade, ils avaient pris soin, au préalable, de charger leurs biens personnels dans un GMC !

Le dimanche 20 avril, deux chefs khmers rouges demandèrent à parler aux Cambodgiens, Chinois et Vietnamiens réfugiés à l'ambassade. Déjà, la veille, plusieurs Khmers avaient décidé de rejoindre la population Phnom-Penhoise dans son exode. « Son Excellence Khieu Samphân aurait aimé venir vous saluer en personne, dit l'un des chefs, mais il est trop occupé. Nous vous souhaitons la bienvenue à tous, au nom de la Révolution. Cependant, vous êtes nos frères, vous devez rejoindre l'ensemble de la population pour reconstruire le pays. »

Pour les foyers mixtes, les dispositions prises par les Khmers Rouges étaient précises : si le mari était français et l'épouse khmère, celle-ci pouvait rester à l'ambassade de France avec son mari ; si au contraire le mari était khmer et l'épouse française, le mari devait quitter l'ambassade pour partager le sort de ses compatriotes ; l'épouse française et les

enfants pouvaient le suivre s'ils le désiraient. Deux couples choisirent cette solution, l'épouse suivant son mari pour le meilleur et pour le pire. Une quinzaine d'autres choisirent la douloureuse séparation : « Reste avec les enfants, disait l'époux, occupe-toi de leur éducation ! Courage, je te rejoindrai bientôt. » Peu de gens se faisaient illusion sur cette séparation. De fait, en dépit des très nombreuses démarches engagées par les femmes françaises séparées de leur mari khmer, pas un, à ce jour, n'a réussi à rejoindre son épouse.

Le vice-consul avait essayé de temporiser ; il avait même enregistré certains mariages fictifs, accordé quelques passeports en dernière minute, mais il n'avait pu faire plus. Il avait décidé de jouer la confiance avec les vainqueurs pour éviter les contrôles gênants à l'intérieur de l'ambassade, qui auraient sans doute coûté la vie à plusieurs réfugiés khmers ou étrangers. On lui a reproché de n'avoir pas permis à un plus grand nombre de personnes de quitter le Kampuchéa et d'avoir brisé des familles : était-il possible de faire davantage ? Il est trop facile de rebâtir l'histoire, après coup.

Vers 10 heures, donc, une douloureuse colonne d'environ huit cents personnes franchit sans violence la porte de l'ambassade, pour un avenir inconnu. Je revois encore ces deux petites vieilles, apparemment seules au monde, partir en titubant, appuyées l'une sur l'autre. Je revois ces cent cinquante montagnards du FULRO[6], hommes et femmes, qui avaient combattu successivement le régime de Saigon et les Viêt-congs au Vietnam, puis les Khmers Rouges au Cambodge pour défendre leurs terres. Ils avaient misé sur la France qui les abandonnait. Ils partaient tristes, mais la tête haute. Mr Y Bam, fondateur du FULRO, et le colonel Y Bun Suor, leur chef, ouvraient la marche.

Parmi les Khmers qui quittaient l'ambassade, on pouvait remarquer un certain nombre d'officiers, de ministres et d'ingénieurs.

Un pharmacien khmer faisait partie de ce groupe. Il a pu s'enfuir au Vietnam en juin 1975. Il raconte ce qui s'est passé après sa sortie de l'ambassade :

« Nous avons été emmenés au stade Lambert, à deux cents mètres de l'ambassade. Là, les Khmers Rouges ont opéré un premier tri : ils nous ont demandé de dévoiler franchement notre identité et d'inscrire notre nom sur l'une des trois listes : militaires, fonctionnaires, peuple. Puis, les militaires comme le commandant Tanh Chéa, le colonel Y Bun Suor et des Hauts fonctionnaires comme Dybellon, Dyballène, Phlek Phuon, ont été emmenés en camion. Nous autres, nous nous sommes installés dans des baraques que les familles de militaires avaient construites dans le périmètre du stade et avons passé la nuit sur des bas flancs en compagnie des rats.

« Le lendemain matin, les Khmers Rouges sont revenus et ont appelé un certain nombre de personnes suivant une liste qu'ils avaient préparée et les ont emmenées. Ensuite, ils nous ont dit de partir vers le nord pour nous adonner à la construction du pays. Comme nous faisions remarquer que la population de Phnom Penh était déjà loin, ils ont mis des camions à notre disposition pour nous emmener à Prek Phneuv où nous avons rejoint le gros de la population Phnom-Penhoise. L'attitude des Khmers Rouges variait beaucoup de l'un à l'autre, et notre impression était qu'ils n'avaient pas d'ordres précis. »

Après ce départ, nous restions environ six cents étrangers à l'ambassade. De temps en temps, arrivait telle ou telle famille française qui était partie avec la population Phnom-Penhoise, mais que les Khmers Rouges ramenaient dans la capitale. Vers la fin de notre séjour, quatre cents ressortissants pakistanais furent également introduits à l'ambassade. Les nouveaux arrivants se joignaient au groupe, ou plutôt y cherchaient leur place, car certains Européens, se prenant pour les plus grandes victimes de la révolution, ne son-

geaient qu'à eux-mêmes. Habitués à vivre au Cambodge suivant les critères de confort de leurs pays d'origine, ils trouvaient ce séjour forcé un peu dur, la nourriture spartiate et les conditions sanitaires précaires. Ceux qui auparavant avaient partagé la vie des paysans ne se plaignaient guère, mais ils étaient une minorité. Les Khmers Rouges traitaient les étrangers avec égards. Ils ont fait de leur mieux pour rendre ce séjour forcé le moins désagréable possible : ils n'ont jamais effectué ni fouilles ni contrôles ; en plus du ravitaillement en eau et en riz, ils nous ont fourni de la bière, des cigarettes, nous ont amené des porcs, nous laissant le soin de les tuer. Quand on connaît le régime frugal qu'était le leur, on mesure l'importance de ces cadeaux.

Pourtant, la cruauté des séparations, l'écroulement d'un univers et l'inquiétude sur l'issue de cette aventure rendaient l'atmosphère pesante. Le sort des Européens n'était cependant en rien comparable au drame des déportés. Il est étonnant que leur situation jugée catastrophique ait polarisé l'attention de l'opinion internationale, faisant passer au second plan le sort réservé à la population khmère.

Que se passait-il, en effet, à Phnom Penh pendant notre séjour de trois semaines à l'ambassade ? De notre observatoire, nous ne pouvions voir que peu de choses et nos contacts avec les Khmers, de quelque bord que ce fût, étaient limités. Durant les premiers jours, nous avons vu des groupes de Phnom Penhois retardataires partir, à leur tour, vers la campagne. Après l'évacuation quasi totale du centre de la ville, dès le 17 avril, ce fut le tour des quartiers périphériques, celui de Toul Kork notamment que nous pouvions apercevoir à l'ouest de l'ambassade. La population de ce quartier avait été initialement dirigée vers l'ouest, dans la direction de Kompong Speu, mais à la fin de la saison sèche, dans cette région aride, se posait un grave problème de pénurie d'eau. Aussi, les colonnes de déportés firent

demi-tour et gagnèrent la région nord, empruntant la route de digue longeant l'ambassade. Au bout de quelques jours, tout mouvement de population cessa.

Il était très fréquent d'entendre des coups de feu, d'apercevoir d'épaisses colonnes de fumée s'élever dans le ciel. Il avait, en effet, quelques nids de résistance disséminés dans la capitale, notamment au Stade olympique qui, sous la République, était devenu un important centre militaire. Ces nids de résistance furent réduits dès les premiers jours, les défenseurs n'ayant plus d'eau, plus de vivres ni même parfois de munitions. Quant aux coups de feu isolés ils étaient occasionnés par le nettoyage systématique de la ville : il fallait à tout prix la vider de tous ses habitants. L'eau fut coupée pour empêcher toute survie, l'électricité supprimée dans la majeure partie de la ville. Quelques gens apeurés se terraient encore sous les combles. Un Français marié à une Chinoise était resté caché pendant plus de dix jours dans un réduit avec sa famille : il récoltait l'eau des premières pluies de la mousson. N'y tenant plus, il sortit de sa cachette et ne subit aucun service, pas plus d'ailleurs que les membres de sa famille dont une grande partie, en possession de papiers français, put entrer à l'ambassade. Sans doute, il y eut des morts parmi les gens demeurés à Phnom Penh, mais aussi parmi les Khmers Rouges : un homme de la fondation Gravelle, par exemple, fou de peur après une semaine de réclusion, tira sur les premiers Khmers Rouges entrant dans sa maison et fut lui-même tué.

Nous écoutions la nouvelle radio du FUNK (Front uni national du Kampuchéa), mais elle ne diffusait aucune nouvelle susceptible de nous renseigner avec précision sur la situation du pays : un long discours de Kieu Samphân, maintes fois répété, indiquait les objectifs généraux de la révolution ; les chants révolutionnaires scandaient les heures. L'annonce de trois jours de réjouissances populaires

préliminaires à l'ouverture de la troisième assemblée du peuple le jeudi 24 avril, retint notre attention. Cependant, de réjouissances populaires, il n'y en eut guère à Phnom Penh. A cette date, toute la population de la ville avait été déportée. Nous avons vu seulement quelques calicots inutiles magnifier « la victoire glorieuse du 17 avril et l'extraordinaire révolution du Kampuchéa ».

*
* *

Dans nos esprits, une question revenait sans cesse, comme une douleur lancinante : pourquoi les Khmers Rouges avaient-ils agi ainsi ? Pourquoi les vainqueurs avaient-ils déporté deux millions et demi de leurs compatriotes ? A quoi comparer un événement aussi tragique, qui avait surpris tous les observateurs ? Déportation du peuple juif à Babylone ? Prise de Carthage ? Prise de Jérusalem par Titus ? Déportation de millions de Russes en Sibérie après la dernière guerre ? En tout cas, cette déportation se solderait certainement par des centaines de milliers de morts. Les malades, les vieillards, les enfants, nombre de réfugiés qui étaient dans des conditions physiques déplorables depuis plusieurs mois, ne pourraient vraisemblablement pas supporter la fatigue de la route ni l'ardeur du soleil passant au zénith à cette période de l'année. Pourquoi donc une telle hécatombe ?

Si l'on songe à toutes les richesses artistiques et culturelles, mobilières et immobilières, accumulées par une population de 600 000 personnes qui vivaient à Phnom Penh avant la guerre de 1970, on peut imaginer le gâchis que représente un tel abandon de la ville. A cela, il convient d'ajouter toute l'infrastructure technique, que suppose l'installation d'une capitale moderne, désormais devenue inutile.

On a donné à cette déportation des raisons inspirées de la stratégie : les soldats révolutionnaires étaient trop peu nombreux pour contrôler efficacement une capitale anormalement grossie. Il est d'ailleurs bien connu que les villes sont un repaire facile pour les opposants de tous les régimes, *a fortiori* ceux d'un régime naissant. En vidant la ville, on brisait tous les cadres traditionnels, mélangeant toute la population dans un brassage complet, étouffant ainsi toute possibilité d'opposition structurée. Mr Ieng Sary, vice-Premier ministre du GRUNK a effectivement justifié l'évacuation de Phnom Penh pour des raisons de sécurité :

« Nous avions découvert un document ennemi révélant tous les détails d'un plan secret, politico-militaire de la CIA américaine et du régime Lon Nol pour provoquer les troubles après notre victoire. Ce plan comportait trois points :

1°) Nous ne serions pas capables de résoudre le problème des vivres pour la population ; l'ennemi fomenterait des troubles par ses agents infiltrés dans la population.

2°) De nombreux soldats de Lon Nol, qui s'étaient soumis, cachaient en réalité des armes. Ils avaient projeté de nous attaquer après notre victoire sur Phnom Penh.

3°) Ils avaient prévu de corrompre nos combattants et d'émousser leur esprit combatif par les filles, l'alcool et l'argent.[7]»

Aux dires des jeunes Khmers Rouges que nous avions rencontrés, la fouille minutieuse de Phnom Penh avait pour but de rechercher les armes et les « ennemis » qui s'y cachaient. Des complots contre le nouveau régime, il y en avait eu d'élaborés, certes. Le bruit courait que Long Boret, Op Kim Ang, Hang Tung Hak, les généraux Ieng Chhong, chef de l'aviation, Van Sarandy, chef de la marine, Tran Vanphamuon, Sak Susakhan, éphémère chef de l'État et le prince Sirik Matak s'étaient mis d'accord, de longue date, pour demander au prince Sihanouk de rentrer à Phnom Penh.

Long Boret avait même demandé, lors d'un voyage à Alger, au président Boumedienne d'intervenir auprès du prince pour qu'il rentre en sa patrie ; le 16 avril, il avait à nouveau envoyé un télégramme à Pékin par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale pour tenter une ultime négociation. Le prince Sirik Matak devait attendre son cousin Sihanouk à Phnom Penh : l'un s'occuperait de l'Intérieur, l'autre de la politique étrangère. La CIA était, paraît-il, d'accord. Le général Lon Non, au contraire aurait, lui, misé sur un appui éventuel de l'URSS, ce qui avait provoqué l'intermède tragi-comique du général Hem Keth Dara.

Même sans complot, les révolutionnaires auraient eu des difficultés à administrer la ville. En mars 1975, quand la situation se dégradait de jour en jour, nous faisions la même analyse que M. Ieng Sary : comment les révolutionnaires pourraient-ils nourrir la population sans passer un accord avec une puissance étrangère ? La faim aurait tôt fait de soulever le peuple contre le nouveau régime !

C'est d'ailleurs la perspective de la famine inévitable qui, toujours selon Ieng Sary, a été le premier motif de l'évacuation de la ville :

« Nous avions estimé la population de Phnom Penh à deux millions d'habitants, mais nous en avons trouvé presque trois millions quand nous y sommes entrés. Auparavant, les Américains amenaient chaque mois de 30 000 à 40 000 tonnes de vivres à Phnom Penh. Nous manquions de moyens pour transporter dans la capitale la même quantité de vivres. Aussi, la population devait-elle aller les chercher là où ils se trouvaient. Et nous devions nourrir cette population tout en préservant notre indépendance et notre dignité sans demander l'aide d'un quelconque pays[8]. »

Cependant, même cette raison, présentée comme primor-